

Arguments pour la lutte sociale n° 12 du 31 juillet 2015

Où va la France?

Où va la France ? A cette question, nombreux sont les militants de gauche, de gauche de gauche et d'extrême gauche qui répondent par une sinistrose aiguë. A cette question, une autre réponse est apportée par le mouvement réel, mais politiquement invisible, celui des centaines de grèves locales et de conflits partiels.

Nous attirons l'attention générale sur un excellent, et important, article de Jacques Chastaing :

<http://alencontre.org/europe/france/la-question-francaise-un-vaste-mouvement-de-greves-mais-invisible-et-sans-traduction-politique.html>

Nous invitons nos lecteurs à le lire sérieusement en pensant à leur propre vécu. Cet article dit ce que les militants syndicalistes qui restent sur le terrain savent. Il n'y a jamais eu autant de conflits locaux, partiels, sectoriels, et qui pourtant se ressemblent tant les uns les autres, qu'aujourd'hui. Cette vague avait commencé par l'explosion bretonne, une vague de grèves puissante dans des entreprises ayant de quelques dizaines à quelques centaines de salariés, contre licenciements et «plans sociaux», fin 2013. Étiqueté «bonnets rouges» par la gauche bien pensante, ce mouvement s'est résorbé tout en laissant des traces profondes. Au printemps-été 2014, la volonté de lutte se manifeste chez les cheminots, les intermittents, dans des mobilisations contre les suppressions de postes et fermetures de classes dans les écoles et les conséquences de la «réforme» dite des rythmes scolaires. La courbe véritable des grèves n'a cessé de monter depuis le printemps 2015 et atteint, cet été, des sommets par rapport aux trois dernières décennies, ceci pour une période estivale.

Jacques Chastaing, tout en donnant un tableau des centaines de grèves recensées depuis deux mois, explique bien comment les statistiques réduisent la réalité.

Il décrit remarquablement les traits propres de **la vague qui est en train de se développer**: des grèves courtes, mais des conflits de longue haleine, des revendications salariales dépassant largement les périodes de négociations annuelles obligatoires (NAO), des revendications portant sur les conditions de travail avec une forte dimension morale, un caractère chaleureux et ouvert à toutes les tendances, combiné à une perte de confiance dans les mots d'ordres nationaux ou fédéraux, une augmentation du nombre - quelques dizaines de milliers - de militants syndicaux locaux combatifs sur le terrain, surtout CGT, peu présents dans les sphères situées au dessus des unions locales, une place centrale des secteurs des services, de l'«aide à la personne», avec les personnels précaires de la fonction publique et la Fonction Publique Territoriale formant une sorte de grande sphère orientée vers le soin aux gens, la défense des «communs», et formant comme un pont entre «le public» et «le privé» dont l'opposition traditionnellement entretenue s'estompe à la base, d'autant que les solidarités familiales et locales sont de la partie.

Sa description souligne l'extrême importance des organisateurs de boîtes et de sites, qui sont précisément la couche menacée directement de licenciement (ou, pour une minorité, d'absorption comme permanents détachés du terrain) par les lois sur le «dialogue social», et il remarque très justement que pour les militants CGT qui connaissent les réalités, le crime de Lepaon était surtout son accord sur l'élévation des seuils de représentativité. Conflit qui se poursuit d'ailleurs dans la CGT, l'organisation la plus impactée par cette situation générale.

Sa description gagnerait à être complétée dans deux directions.

En arrière-plan des grèves elles-mêmes, même les grèves très ponctuelles et très courtes, il y a les conflits momentanés, «individuels», parfois médicalisés ou judiciairisés (d'où le rôle croissant, un exutoire parfois équivoque, des CHSCT), les actions ne comportant pas de grèves mais mobilisant quand même. Un océan moléculaire où se construit une protestation radicale contre l'ordre existant, un sentiment de révolte acquis dans lequel il est clair que dans la société, il y a «eux» et «nous».

Et, également, des développements de plus grande ampleur, cherchant la voie du débouché par la généralisation et la centralisation au niveau national. A cet égard la description de J. Chastaing doit être fortement complétée (il ne signale que la grève de Radio-France). En effet, la poussée de secteurs militants CGT et FO le 9 avril, la grève en partie victorieuse à l'Assistance Publique/Hôpitaux de Paris, et la montée de la mobilisation pour le retrait de la «réforme» du collège, lame de fond qui a commencé, qui a réalisé l'unité des principaux syndicats et qui s'appuie sur elle, et qui a clairement posé, quelle que soit la suite, la question d'un affrontement central avec le gouvernement à la rentrée, sont autant d'éléments qui montrent que le mouvement identifié dans l'article **tend à percer à un niveau supérieur.**

On pourrait y ajouter les possibilités de jonction des très nombreux mouvements de fonctionnaires et de travailleurs précaires employés des collectivités territoriales, avec la résistance à la réforme territoriale, à l'écèlement de l'école publique laïque, et à l'asphyxie des dépenses sociales.

J. Chastaing pose les deux questions politiques clefs:

1) *«Ce sont non seulement des statistiques de grève qu'on escamote, des militants syndicalistes combatifs qu'on s'apprête à licencier (estimés à environ 90 000 militants), mais c'est en quelque sorte un «parti» ouvrier en gestation que le pouvoir veut faire disparaître le plus rapidement possible des écrans comme il voudrait le faire dans la réalité.»* (on pourrait d'ailleurs ajouter que la politique du gouvernement vise aussi à casser les couches de fonctionnaires qui lui résistent, à commencer par le môle que forment encore «les profs»).

2) Pourquoi le mépris social et le déni sont-ils de facto partagés par de larges couches militantes ?

Soyons clairs : les couches militantes «de gauche» - pas seulement les appareils - croient en la droitisation du prolétariat français qu'elles renient de plus en plus, sauf lorsque les dits militants, avec d'autres d'ailleurs, avec ceux qui émergent du mouvement réel et qui ne s'identifient pas nécessairement comme «de gauche», ont gardé les deux pieds dans le réel, par la lutte : cas de nombreux militants syndicalistes, de petits élus ou conseillers municipaux et de leurs proches aussi, et de certains responsables associatifs. Mais la dérive «anti-peuple», qui, dans sa forme caricaturale, voit le FN et ses variantes («islamophobes», «cathos zombis» ...) partout, est générale, du PS à l'ultra-gauche : c'est le même mépris de la classe ouvrière que l'on rencontre chez les uns et les autres, l'identification comme «révolutionnaire» ou comme «social-libéral» ne faisant pas grand-chose à l'affaire.

Une cassure s'est produite suite à l'évolution générale des partis de gauche, et pas seulement du PS, bouc émissaire facile et évident. La politique de Hollande et Valls, totalement réactionnaire, a été complétée par l'absence de perspective politique qui conjugue rupture avec le président et le gouvernement et recherche de l'unité. L'insulte aux travailleurs bretons, à l'automne 2013, par celui qui, à un moment donné, avait représenté la recherche d'une alternative politique, J-L. Mélenchon, a été un acte décisif, marquant ce que les avant-gardes qui sont en fait des arrière-trains pensent du prolétariat : des «nigauds» et des «esclaves».

Il n'empêche que le capital politique et intellectuel est quelque chose de précieux et de nécessaire à la reconstitution, qui s'impose rapidement, d'une perspective. Ce capital doit être mis au service du mouvement profond et réel qui se cherche. Comment cela peut-il se faire ?

Certes, il faudra un «parti». Mais en disant aux travailleurs «il vous faut un parti !» ou «nous sommes ce parti», ou du moins «ceux qui le construisent», on ne fait pas avancer la question. Le cadre même où discuter, avec tous les apports des uns et des autres, manque. Et il ne se formera pas simplement pour discuter. Alors ?

Alors, ce qui est possible et nécessaire, c'est de former le réseau, sans exclusives, de ceux qui veulent que les grèves pour les salaires, que les mouvements défensifs, que l'affrontement déjà perceptible dans l'Éducation nationale, se centralisent et se généralisent **AVANT 2017** pour battre, pour défaire - et pas seulement pour lui faire marquer un coup d'arrêt - ce gouvernement.

Les deux conditions nécessaires pour qu'un tel réseau, ou pour que de tels réseaux, au pluriel, appelés à se regrouper, puissent jouer ce rôle, sont **la démocratie la plus totale** dans la discussion et donc, seconde condition, l'absence de tout sujet tabou, mais au contraire la volonté de **tout** aborder. Aucune direction, en particulier aucune direction syndicale, aucun dirigeant, ne saurait être intouchable : la tactique syndicale est une question éminemment politique.

Nous n'avons pas au moment présent de «formule gouvernementale» à proposer. **Mais le fait de dire : préparons l'affrontement avant 2017, pose directement la question du débouché politique.** Sans affrontement social, Hollande et Valls mettent, dans des combinaisons possibles diverses, Sarkozy, Juppé et Le Pen au pouvoir en 2017. Avec l'affrontement social, on peut rebattre les cartes.

L'objectif serait un gouvernement représentant réellement la majorité, qui n'ait donc pas peur de rompre tant avec le MEDEF, la V^e République et les capitalistes nationaux, qu'avec l'UE et l'euro, tout en appelant à l'union des peuples dans leur lutte commune contre les exploiters : précisément ce que le peuple grec et les peuples européens ont espéré de Syriza, mais que n'a pas été en Grèce le gouvernement Tsipras 1 (et encore moins le gouvernement Tsipras 2 formé mi-juillet, qui n'est qu'un croupion néocolonial).

Tel serait l'objectif. Mais pour qu'il se concrétise, il faut **passer** par l'affrontement social central, que portent précisément les innombrables luttes «invisibles» du moment présent.

La situation qui a longtemps prévalu, qui a notamment marqué les poussées des années 1995, 2003, 2006 et 2010, dont le type ne se reproduira pas, était celle, relativement classique en France, où la poussée vers la centralisation et la généralisation des luttes, en d'autres termes la grève générale, avait besoin d'une perspective de débouché politique la nourrissant et lui permettant d'aller de l'avant. Elle en avait besoin pour se déclencher et pour aboutir, et c'est évidemment parce que les appareils dominant le mouvement ouvrier ne voulaient pas d'un tel débouché que ces poussées n'ont pas abouti, même si celles de 2003 et de 2006 ont frisé le renversement du pouvoir en place.

Ce cycle est achevé, et c'est là la seule «excuse» à la sinistrose de certains militants qu'il a formés et construits. Déjà, le mouvement de défense des retraites en 2010 combinait l'épuisement de ses formes - les escadrons militants cherchant à esquiver le problème central de la politique des directions confédérales qui protégeaient le pouvoir, en allant brûler des pneus à 5 heures du matin devant les dépôts de carburants et autres pendant des semaines - et la gestation des nouvelles formes - le surgissement du «peuple» dans sa masse lors des manifestations les samedis.

C'est à présent l'inverse : **c'est la perspective d'un débouché politique qui a besoin de la poussée du type «grève générale» pour se reconstituer et trouver sa forme adéquate.** Ceci rend plus difficile le déclenchement de la poussée, mais rendra celle-ci,

sous des formes en grande partie imprévisibles, d'autant plus puissante lorsque les barrages auront sauté.

Or, ce que disent les gens dans les multiples «petits» conflits, la façon dont les profs de collège prennent conscience que cette fois-ci on va devoir imposer un combat au niveau central, la volonté d'autonomie et d'action des «petits» délégués syndicaux qui savent aussi qu'à moyen terme c'est leur avenir personnel qui se joue, tout indique que les barrages font eau.

Les réactions violentes et désespérées de couches petites-bourgeoises ruinées, comme les éleveurs producteurs de viande et de lait, les buralistes, ou de couches salariées mais proches du travail «indépendant» comme les chauffeurs de taxis, manipulées par des organisations comme la FNSEA, méprisées par les couches bien-pensantes de gauche, font aussi partie des secteurs que regardent, avec lesquels discutent, les couches de salariés qui mènent les bagarres actuelles : la Bretagne fin 2013 anticipait la France. Ces couches, en l'absence d'affrontement, voteront FN avec des secteurs désespérés du salariat. Mais, en cas d'affrontement, elles viendront.

Répetons-le: **c'est le débouché politique qui a maintenant besoin de l'affrontement social général et central.** Remarquons que Podemos en Espagne et Syriza en Grèce sont devenus des forces importantes suite à des affrontements sociaux. Leurs limites montrent aussi, bien sûr, que la lutte ne règle pas tout : la lutte est nécessaire à l'organisation mais la conscience, l'orientation, ici l'orientation de rupture avec le capital, la V^e République et l'Union Européenne, sont également nécessaires.

Mais dans le dosage nécessaire au moment présent, c'est en préparant l'affrontement social central que l'on prépare la suite.

Rien n'est plus politique, réellement politique, que les luttes sociales. Rien de plus politique que les tout petits succès partiels, les petits rattrapages salariaux ponctuels, que ces multiples grèves arrachent ça et là.

«*Ce n'est pas la grève en masse qui nourrit la révolution, c'est la révolution qui nourrit la grève en masse.*», cette phrase de Rosa Luxemburg tirant les leçons des grèves de Russie de l'année 1905, dans *Grève de masse, parti et syndicats*, phrase qui signifie que la lutte sociale est politique et se nourrit de son contenu politique, que c'est par l'organisation politique que l'on aide les luttes, cette phrase aidait à comprendre il y a quelques années, que l'objectif politique - affronter le pouvoir, constituer un autre gouvernement - ouvrait la voie à la lutte sociale.

Elle doit maintenant aider à comprendre que le contenu politique de la lutte sociale - **plus que jamais : affronter le pouvoir** - constitue le socle pour un objectif politique.

C'est par la préparation de l'affrontement, avant 2017, que nous ouvrirons la perspective d'un gouvernement comme celui qu'auraient voulu les Grecs, rompant avec le capital, la V^e République et l'Union Européenne.

C'est donc par la discussion et le regroupement des militants de toutes tendances pour préparer, prochainement, cet affrontement, que nous devons, ensemble, avancer.

A propos de la scission du CCI/POI

La scission du CCI/POI dont nous parlions dans notre avant-dernier bulletin est avérée. Formellement, la majorité de la DN (Direction Nationale) du CCI (Courant Communiste Internationaliste, qui dirige le POI, Parti Ouvrier Indépendant) a refusé à sa minorité, représentée notamment par Daniel Gluckstein, le droit de constituer une tendance tout de suite, prétendant qu'une tendance n'a le droit d'exister que dans les périodes de préparation des congrès et que ceci renvoyait donc l'exercice du dit droit à cet automne, le congrès ayant été opportunément reporté de quelques mois. Or, la minorité, jugeant non statutaire et non légitime cette décision, a quand même organisé sa tendance, recueillant environ 600 signatures. Elle a donc été «suspendue» pour cela, et pour que la suspension soit effective, les serrures de certains locaux, dont le local central du POI à Paris, ancien local de l'OCI, ont été changées. A propos des résultats du référendum grec, deux communiqués du POI ont été publiés, l'un émanant d'un organisme ad hoc créé lors d'une réunion de son bureau national convoquée fin juin en l'absence de ses secrétaires nationaux, l'autre signée de ces derniers (Daniel Gluckstein, Gérard Schivardi, Jean Markun). A partir de début juillet, la signature de Daniel Gluckstein, qui faisait jusque là les éditoriaux, disparaît dans *Informations Ouvrières*, organe du POI (organe fondé par Pierre Lambert dans les années 1950) bien que son nom apparaisse toujours comme directeur de publication. Il a été remplacé par des articles du principal animateur de la majorité de la DN, Marc Gauquelin, du rédacteur en chef Lucien Gauthier ou d'une membre du bureau national du POI, ancienne dirigeante du syndicat FO de l'enseignement secondaire, Marie-Edmonde Brunet. Le 18 juillet, apparaît un nouveau journal, *La Tribune des Travailleurs*, sous l'égide des trois secrétaires nationaux, disant s'inscrire dans la continuité du «*POI des origines*», journal dont le style et la présentation en font un clone d'*Informations Ouvrières* - nous parlerons plus loin de son contenu.

Trois circonstances font que cette scission de fait reste très discrète. Les protagonistes dirigeants se tiennent les uns les autres par la propriété des locaux et biens de leur parti. La minorité, fortement organisée, tente de se faire entendre dans le cadre des organisations internationales correspondant à la structure française CCI/POI, c'est-à-dire une «IV^e Internationale», dont elle demande dans un texte du 6 juillet une réunion extraordinaire de son Conseil général, et «l'Entente internationale des Travailleurs et des Peuples» - pour autant que l'on puisse en juger, il semble que pour l'heure la direction de la section algérienne se rallie à la majorité. Une réunion européenne de la dite «IV^e Internationale» est prévue à Paris fin août. Mais surtout, les deux fractions en lutte respectent, pour l'instant, une consigne de discrétion mutuelle maxima.

Ce qui donne, notons-le au passage, des exercices de langue de bois assez remarquables dans *Informations Ouvrières* et dans *la Tribune des Travailleurs*. Pourquoi cette dernière paraît-elle? Parce que, écrivent les trois secrétaires nationaux, il faut «*Un journal qui fournit des informations ouvrières de manière à permettre aux salariés (...) de disposer d'outils qui leur permettent de comprendre la situation pour pouvoir agir.*» Dans *Informations Ouvrières* du 23 juillet, Marc Gauquelin défend son orientation par des phrases immenses telles que celle-ci :

«*Toute la politique de rupture avec le capital financier et son instrument que représente l'Union européenne - une rupture qui est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière - ne se concentre-t-elle pas (si les leçons de Grèce peuvent nous servir) dans l'aide à la «fabrication» du maillon par lequel la classe ouvrière pourra saisir entre ses mains toute la chaîne des mesures qu'exigera le déploiement jusqu'à son terme du mouvement qui la porte à affronter le gouvernement et sa feuille de route européenne ?*» (ouf !)

Phrase alambiquée qui tente en fait, sans le dire, de répondre à cette phrase sibylline et presque aussi alambiquée, de la fin de l'édito de D. Gluckstein dans son journal :

«Les militants du POI n'ont jamais cédé aux pressions visant à reléguer à l'arrière-plan le combat pour la rupture avec l'Union Européenne. Car c'est là l'expression concentrée de la nécessité de rompre avec le système capitaliste et de préserver l'indépendance de classe des organisations ouvrières. Avec une détermination renforcée par les événements en cours, ils agiront dans la lutte des classes pour aider à défaire le gouvernement Hollande-Valls étrangleur des travailleurs et des peuples, en France comme en Grèce.»

Marc Gauquelin épargnait Tsipras dans *Informations Ouvrières* du 16 juillet, signalant seulement que les créanciers l'avaient fait capituler *«un pistolet sur la tempe»*. La *Tribune des Travailleurs*, le surlendemain, titre : *«Le cours pris par le gouvernement Tsipras ne peut se concilier avec la volonté du peuple grec»*. Et, après avoir dénoncé le soutien du PS français au plan de super austérité en Grèce, ajoute en ce qui concerne PCF et PG que *«Comme Syriza en Grèce, les dirigeants du Front de Gauche, du Parti communiste français (PCF) ou du Parti de gauche (PG) ne sont pas pour la rupture avec l'Union européenne.»* Dans *Informations Ouvrière* du 30 juillet, l'édito annonce en un raccourci, pour ne pas être en reste, que la rénovation de la zone euro voulue par Tsipras s'est avérée *«Impossible. Une leçon pour Pierre Laurent, Jean-Luc Mélenchon et autres «frondeurs»*.

Sur une page de la *Tribune des Travailleurs*, Jean-Jacques Marie, historien notable de l'organisation (et seul dans ce cas) dont il est membre depuis 55 ans, publie un article qui, incidemment, fait savoir au «monde entier» quel est son camp dans la scission. Cet article, à l'occasion de la réédition des *Leçons d'Octobre* de Léon Trotsky (aux *Bons caractères*, maison d'édition liée à Lutte Ouvrière, ce que l'article ne signale pas), dénonce dans son titre l'affirmation stalinienne (et zinoviéviste) contre l'Opposition de gauche en 1922-1923: *«Le parti ne veut pas de discussion»*, expliquant comment le refus de la liberté de discussion et la dénonciation des critiques ouvraient la voie au «socialisme dans un seul pays», c'est-à-dire au reniement total. L'auteur raconte que ses adversaires faisaient remonter les divergences aux temps antérieurs à la mort de Lénine, accusant Trotsky d'avoir toujours fourbi ses armes et refusé les tentatives d'apaisement.

On ne peut que sourire, voire rigoler franchement, à cette tentative, entre les lignes, de suggérer un parallèle entre Lénine et Lambert, Trotsky et Seldjouk-Gluckstein, et donc entre Staline, Boukharine, Zinoviev, Kamenev et Lacaze, Dan, Ulysse (et si on jouait à qui est Staline ? ...) ... Le vrai parallèle, si parallèle il doit y avoir absolument (mais il est vrai que l'histoire répète ses tragédies dans d'infinis bégaiements !), tous ceux qui ont construit cette organisation et en ont été chassés avant qu'elle soit mise en hibernation du début des années 1990 à aujourd'hui, seraient tentés de le faire, à la rigueur, entre Seldjouk ... et Zinoviev, et pas au moment des *Leçons d'Octobre* mais un peu plus tard, quand il se rebiffe contre les conséquences du système auquel, en ayant poussé le plus de cris et en ayant été le plus menaçant, il avait jusque là prêté la main, obligeant Trotsky déjà en quasi exil intérieur à expliquer à ses partisans qu'il fallait mettre un mouchoir sur leur bien compréhensible rancune et tendre la main à Zinoviev et aux zinoviévistes.

Ceci dit, ne mégotons pas : qu'en 2015 Jean-Jacques Marie, après avoir tout cautionné pendant des décennies, au point de pondre trois versions contradictoires, selon les besoins de la direction, mais toutes autant truffées d'erreurs, d'un digest de l'histoire du trotskysme, prenne ouvertement la défense de la liberté de discussion dans le parti communiste soviétique en 1924 dans les pages d'un journal issu sans le dire d'une scission de facto, c'est peut-être une hirondelle annonçant le printemps !

Tout est entre les lignes, rien ne doit filtrer, mais c'est impossible, et cela, c'est ce que nous dit *«Monique»*. *«Monique»* est une militante du POI de la Vienne dont les responsables des 3 comités se sont réunis, nous explique *Informations Ouvrières* du 30 juillet, pour *«revivifier le POI»*. Elle nous dit: *«C'est par ce bout là qu'il faut prendre les*

choses.» Quel bout ? Si l'on lit les lignes précédentes, un autre intervenant explique qu'il faut «chercher à ce que des militants introduisent eux-mêmes les débats.» Excellente idée, comment se fait-il qu'on n'y ait pas pensé avant ? Alors Monique embraye : «C'est comme ça qu'on règlera ces problèmes qui se trouvent posés avec force dans le CCI, et qui commencent maintenant à avoir des conséquences dans le POI. Je dois vous dire que je suis inquiète de voir sur le site de Mediapart que «l'explosion du POI est en cours» ... La déclaration des trois secrétaires nationaux du POI sur la Grèce, quelle légitimité ? Outre des formules discutables [Lesquelles ? On ne le saura pas], elle vient en concurrence directe avec le communiqué publié par le secrétariat permanent sur mandat du bureau national. Après le succès du 6 juin, qui montre que c'est par là qu'on peut relancer le POI, je ne m'explique pas cette attitude. Quant à l'absence des coordonnées du POI, c'est comme si on voulait que personne ne puisse contacter le siège du POI. C'est pour le moins curieux.»

Nous sommes bien obligés de nous attarder un peu aux côtés de «Monique» de la Vienne, car son intervention entre guillemets est, à ce jour et à cette heure, le seul indice qui ait jamais été publié explicitement dans *Informations Ouvrières* sur la crise en train de se produire. Personne n'explique à «Monique» que le local dont l'adresse n'est paraît-il pas publiée sur la déclaration est le local parisien dont les serrures ont été changées juste avant cette déclaration, interdisant à ses auteurs d'y pénétrer, mais «Christophe» lui demande de préciser les problèmes politiques auxquels elle fait allusion.

«Monique» alors explique qu'elle récuse «... ce clivage absurde qui opposerait, d'un côté, les syndicalistes, qui sont bien sûr en première ligne dans la lutte des classes, en particulier dans le combat pour l'unité, et de l'autre, toutes les autres «couches» sociales : la «ménagère de plus de 50 ans», les retraités, les chômeurs, etc.» Nous avons là un écho déformé de la «discussion» en train d'avorter dans le CCI, la minorité ayant amorcé une critique de l'alignement de la majorité, non pas tant sur «les syndicalistes» que sur les appareils syndicaux. Car tous les «syndicalistes» ne sont pas en première ligne dans les luttes quotidiennes : beaucoup le sont, d'autres restent dans leurs permanences aux heures de bureau, et quelques uns côtoient les hautes sphères. Quand on veut faire un «appareil politique de la lutte», ce sont là des différences auxquelles on doit logiquement se confronter, non ? «Monique» continue en expliquant qu'il faut en revenir à l'ancienne charte du PT, l'organisation ayant précédé le POI (proclamé en 2008 peu après la campagne Schivardi aux présidentielles et peu avant la mort de Pierre Lambert).

«Monique», c'est en somme la réponse à Jean-Jacques Marie, aussi étonnant que cela puisse sembler. «Monique» en effet c'est «la discussion» comme il faut, celle que l'on n'a pas besoin d'interdire : elle déplore que certains posent des questions qui fâchent, se prononce pour en finir avec eux et condamne les fuites dans le monde extérieur. Il faut faire parler les militants, c'est la démocratie, mais pour qu'ils disent la même chose. En tirant sur l'ancien quartier général (les 3 secrétaires nationaux), on montre qu'on est capable de crier, surtout quand c'est dans le sens voulu par la direction.

Nous devons, les gens sérieux doivent, les militants révolutionnaires doivent, se poser une question : à quoi rime cette volonté de discrétion ? Elle représente par elle-même un très grave problème politique. Les questions doivent être mises sur la table. Toute licence pour la libre discussion !

Le parti bolchevik avant 1920-1921 ne fonctionnait pas comme ça, et pas non plus l'ensemble des organisations fondatrices du mouvement ouvrier -social-démocratie allemande, vieille CGT, Association Internationale des Travailleurs ... Lisez *Un pas en avant, deux pas en arrière*, de Lénine : c'est, au risque de l'indigestion, l'étalage public de divergences portant sur la forme autant ou plus que sur le contenu, et qui, en 1902, étaient moins évidentes à cerner que ce qui divise aujourd'hui les deux fractions du CCI/POI. Mais Lénine mettait tout sur la table, le principal, le fondamental, comme le personnel et l'accessoire (il ne taisait que ce qui touchait à la sécurité des militants : dans

la Russie des tsars cela ne l'empêchait pas de faire des listes changeantes de tendances, de fractions, de courants, réels ou supposés, et cela sans cesse !). Du coup, il y avait moins de rumeurs, ces rumeurs que les responsables invoquent pour dire aux militants de se taire ...

Cela étant dit, et il fallait commencer par le dire car c'est essentiel, il est à présent tout à fait possible de cerner ce qui est en cause dans la crise du CCI/POI. Au risque de décevoir les amateurs de récits épicés sur «le lambertisme», il est important de comprendre que ce qui est à la racine de cette crise, ce sont les questions concrètes vitales pour le monde du travail. Ce n'est pas une tempête dans un verre d'eau qui ne regarderait que ses adeptes, et c'est aussi pour cela qu'il est erroné et coupable de leur part de tenter, vainement, de préserver le secret. Cette affaire intéresse la classe ouvrière.

On ne reviendra pas ici - il faudra le faire ou le refaire par ailleurs- sur l'histoire de ce courant, comment il en est arrivé là, quelles questions ceci pose. Notons simplement que les prodromes de sa crise actuelle remontent à 2007-2008 (campagne Schivardi, le «candidat des maires» qui ne combattait pas la V^e République mais défendait «la France» contre le traité de Maastricht à abroger, décès de Pierre Lambert, transsubstantiation du PT en POI). En 2009, le POI paraissait percer, dans la classe ouvrière réelle, par une campagne sur l'interdiction des licenciements, mais celle-ci fut de fait interrompue : difficile en effet de faire campagne sur un tel thème en ne s'adressant qu'aux partis et pas aux confédérations syndicales, et en ne discutant pas de la nécessité d'affronter le pouvoir gouvernemental central en France, c'est-à-dire à cette date, Sarkozy. Il est probable que cet avortement fut imposé par l'exigence que les campagnes politiques du POI ne portent pas atteinte à la paix sociale permettant aux directions syndicales, celle de FO avant tout, de négocier ou faire semblant. En 2012, le POI ne présentait pas de candidat et condamnait le «caractère antidémocratique des institutions», contemplant en spectateur le mouvement réel qui parvenait enfin à chasser Sarkozy. Par la suite, Gérard Schivardi, qui n'est effectivement pas au CCI et pas pleinement «sous contrôle», faisait part de son regret de ne pas avoir été candidat, et de son souhait de l'être en 2017, pour faire savoir que les meilleures idées de Marine Le Pen sont celles qu'elle lui a piquées ...

Les symptômes existaient, donc, qui montraient qu'une organisation gardant la révolution et la lutte pour en finir avec la V^e République pour les dimanches et jours de fêtes, et faisant de la lutte contre l'Union européenne un alibi permanent, dans une situation où même un bureaucrate syndical qui entend rester «dans ses bottes» en ne s'intégrant pas à tout le dispositif de l'État ne peut pas tenir à terme, ne vivait que d'un équilibre précaire. De fait, le POI passait progressivement sous le boisseau, pour le plus grand dam de G. Schivardi et de D. Gluckstein, pas forcément pour les mêmes raisons.

Certes, la défense et illustration des acquis sociaux et démocratiques au jour le jour : droit du travail, CDI, sécurité sociale, retraites par répartition, services publics, école publique laïque, conventions collectives, libertés des communes, était la force de cette organisation, probablement ce qui soudait ses militants. Mais cette défense et illustration atteignait vite ses limites devant les contre-réformes continuelles, celles-là mêmes qui appellent une réaction sociale à la fois contre les pouvoirs nationaux en place et les institutions européennes qui n'en sont que l'émanation. Réaction que jamais, jamais, les directions confédérales ne veulent voir se développer au point de se généraliser, de se centraliser et de poser la question du pouvoir, ouvrant la voie à la révolution. Autrement dit, la défense des acquis finit par ne plus rien défendre si elle ne va pas de l'avant.

C'est cette contradiction qui a atteint un point limite cette année 2015.

Nous avons la réalité d'une vague de grèves et de luttes invisibles qui traverse tout le pays et qui, à travers quelques sphères plus émergentes comme la résistance des professeurs à la réforme du collège, va chercher le débouché dans l'affrontement central,

un peu plus tôt ou un peu plus tard : la question politique clef, justement, est que cela se produise avant 2017.

L'orientation du CCI/POI à ce jour n'envisage pas cette centralisation et cette généralisation, se contentant de poser la question : comment mettre un coup d'arrêt à la politique du gouvernement ?

Nous avons ensuite la crise de la CGT, qui atteint un seuil qualitatif avec la chute de Lepaon, et, à la base, une sorte de révolte perlée, mais généralisée, des militants dans les boîtes, contre le «dialogue social», la loi Macron, le relèvement des seuils de représentativité qu'avait cautionné Lepaon, et aucune confiance dans la direction, de même nature, qui a pris sa succession.

Or le CCI/POI a apporté un soutien appuyé à Martinez, après avoir beaucoup hésité sur la question Lepaon, considérant que les révélations du Canard Enchaîné, dont la source était confédérale, visaient à «affaiblir l'indépendance des organisations syndicales» et qu'on défendrait, en somme, cette «indépendance», en épargnant leurs dirigeants, alors que c'est tout le contraire qui est vrai. Cela au point, contrairement d'ailleurs aux bobards diffusés récemment par le même volatile, de combattre l'insurrection démocratique et militante qui a renversé la direction sortante au congrès fédéral Santé. Protéger systématiquement Mailly, c'était déjà beaucoup, mais s'y ajoutait Martinez.

Nous avons eu, enfin, les événements concernant la Grèce, qui amorcent un tournant général en Europe : l'éclatement public de la crise du CCI/POI leur correspond.

Les questions posées par la tendance «Pour le retour à la construction du parti» sont donc les suivantes : il faut avoir pour objectif de défaire, et pas seulement de stopper, le gouvernement ; il faut donc «poser la question du pouvoir» dans les termes suivants : rupture avec la V^e République et l'Union européenne, les deux, et les deux concrètement ; et pour tout cela «poser la question du parti». Ici, survient ce qui est pour l'heure le boulet de ce courant : c'est avec le POI, qui aurait été de fait mis sous le boisseau, qu'il faut poser cette question, comme s'il était l'instrument déjà construit. Ceci dit, l'instrumentalisation de la légitimité «POI» par les deux fractions adverses ne peut avoir qu'un temps.

La fraction majoritaire de la direction du CCI/POI défend, et entend mettre en œuvre de manière définitive avant le prochain congrès du CCI, une orientation dite de «l'appareil politique de la lutte» consistant à préparer un «coup d'arrêt» à la politique du gouvernement sous la forme d'une répétition amplifiée de la grève CGT-FO-FSU-Solidaires du 9 avril dernier, et en respectant les directions syndicales, en tout cas celle de FO. Le problème est que le 9 avril n'a pas eu de suite et que la loi Macron, par exemple, a été votée, sans riposte des dites confédérations.

Ce problème est politique et il est abordé par le journal *Tribune des Travailleurs*, parfois à mots couverts comme lorsque Jean Markun y dénonce l'alignement des confédérations, FO explicitement comprise, sur la CES à propos du référendum en Grèce.

En résumé, le courant minoritaire (en apparence, car il risque dans ces circonstances de vite s'avérer le plus militant) pose les questions du retour à une politique révolutionnaire, avec beaucoup de contradictions dont les principales sont son attachement au cadre fictif du POI, et au-delà la probable volonté d'incarner une histoire continue où l'on voudrait avoir eu toujours raison, le fil de Lambert ayant été repris. Or, cette histoire est mythique, et la continuité programmatique ne s'identifie pas aux mythes.

Soit ce courant va s'ancrer dans la lutte des classes réelle en contribuant à la préparation de l'affrontement social général, cet affrontement que son journal annonce en titrant par exemple, pour l'Éducation nationale, *Rentrée scolaire : vers la confrontation*. Auquel cas, ils pourront faire en sorte, et il faudra les y aider, à ce que «le contenu réel de la secte» soit «transféré comme élément enrichissant dans le mouvement général» (Marx à von Schweitzer, 13 octobre 1868). Soit il tiendra à tout prix à expliquer au monde que

l'héritier légitime de Lambert, qui n'avait jamais fauté, c'est lui, le défenseur d'une IV^e Internationale inexistante, et il passera par pertes et profits. Rien n'est écrit par avance. Mais bien entendu, comme Zinoviev l'avait admis en 1925, ce qui ne l'empêcha d'ailleurs point de rechuter, pour s'inscrire dans l'histoire réelle, ou s'y réinscrire, on ne saurait échapper aux cruels bilans ...

Ceci vaut aussi pour l'autre courant. Pour lui non plus la pure et simple continuité n'est pas possible. Ce n'est pas l'essence métaphysique éternelle du «lambertisme» qui se déchire, c'est la lutte des classes qui impose ses règles. Construire un appareil politique de la lutte qui ne touche pas aux grands chefs confédéraux et s'en tienne à vouloir stopper le gouvernement sans le défaire ? Impossible. Oui, il faut l'unité CGT-FO-FSU-Solidaires sur la base des revendications. Non, cette unité ne règlera aucun problème, elle aidera à les poser.

Le POI n'est et n'a jamais été ce qu'il prétend être. Il n'y a pas de parti ou d'embryon du parti, il y a des milliers de combattants et des courants dispersés. Il est temps de regrouper, sans exclusive, et sans sujet tabou ni sur le présent, ni sur le passé, pour préparer l'affrontement, avant 2017, afin de reconstituer une perspective politique, rompant avec le capital, avec la V^e République, avec l'Union européenne, celle de la vraie démocratie : la révolution prolétarienne.

VP, le 30/07/15.

Au tour de la Turquie

Frankenstein, ou plutôt sa créature : quand les États-Unis par deux fois ont attaqué l'Irak (en 1991 et en 2003), il s'agissait de combattre un dictateur qui, en d'autres temps, leur avait été utile. La réorganisation du Proche et du Moyen Orient, aujourd'hui bien oubliée, que voulaient mener à bien la bande de pétroliers, de militaires et d'intellectuels déjantés qui formait le *brain trust* de G.W. Bush junior, devait au moins avoir cet objectif : pas de puissances autonomes dans la région, tout le monde à la botte.

L'échec de l'impérialisme nord-américain à être un véritable gendarme du monde capitaliste, d'un côté, et de l'autre l'éclatement de révolutions qui n'aboutissent pas, se manifestent dans le fait qu'aujourd'hui, dans cette région du monde, les puissances autonomes, toutes réactionnaires, rêvant toutes de devenir des impérialismes à leur tour, se multiplient. C'est aujourd'hui que Saddam Hussein serait en compagnie de frères ennemis de tous les côtés !

L'une est une vieille ennemie de l'Amérique que, du temps de Bush junior, il s'agissait de détruire, et qu'il a fallu finalement reconnaître comme un partenaire - un partenaire contre les peuples, contre les révolutions, contre la démocratie - *de facto* : c'est l'Iran.

Une autre a été secouée par une révolution, qui a renversé deux «présidents», Moubarak puis Morsi, avant de reculer - sans prendre fin - sous les coups d'une dictature militaire prenant prétexte de la lutte avec les islamistes et en tirant partie : c'est l'Égypte. L'Égypte où l'élimination préventive du président islamiste Morsi par les militaires le 30 juin 2013 s'est faite sans l'aval de Washington.

Puis, nous avons les vieux alliés pétroliers des États-Unis, plus exactement le facteur d'ordre majeur de la région qu'est la monarchie saoudienne et le «petit turbulent» Qatar, qui à leur tour se sont mis à agir de manière de plus en plus autonome. L'invasion du Yémen ce printemps a été décidée à Ryad et Washington a dû suivre.

Il n'est pas jusqu'à Israël qui ne cherche une certaine autonomie envers un impérialisme nord-américain dont la caution de toutes ses fougades ne correspond plus à l'intérêt bien compris.

Contre la poussée révolutionnaire et démocratique des peuples arabes et notamment du peuple syrien, engagé dans une insurrection héroïque et désespérée depuis le printemps 2011, une autre sorte de monstre de Frankenstein a été activée. Là aussi, il y avait un précédent, al Qaïda, recyclé d'ailleurs en front al-Nosra syrien, mais repoussé ensuite à l'arrière-plan par Daesh, ou EI (État Islamique), une organisation qui, en récupérant le mécontentement des arabes sunnites d'Irak, ainsi que des pans entiers de l'ancien appareil d'État baathiste détruit en 2003, a entrepris de réaliser un programme totalitaire spécifique de type fasciste, impliquant, à travers la mise en cage des femmes, la destruction de tout mouvement social autonome et en particulier de la révolution syrienne et du mouvement national kurde.

A son tour, Daesh, monstre de Frankenstein financé par Ryad et le Qatar, a donc pris son autonomie et mis en cause les frontières de la région, non sur la base d'un programme progressiste d'émancipation des peuples, mais sur la base de l'utopie ultra-réactionnaire d'un «califat».

L'intérêt des principales puissances impérialistes et des puissances régionales n'est d'ailleurs pas que Daesh soit liquidé - cela, c'est l'intérêt des peuples, des femmes et de la démocratie - mais que Daesh forme un abcès de fixation durable - une «guerre hybride» installée pour tenir, comme le dit le rapport de l'état-major US que nous commentons ci-dessous. Faute d'avoir la stabilité des cimetières, c'est l'instabilité ... des cimetières.

C'est dans ce cadre général qu'il nous faut situer l'espèce de coup d'État dans lequel s'est lancée la Turquie.

Le fait initial : le 20 juillet, un attentat islamiste de Daesh fait 32 morts et des dizaines de blessés dans un rassemblement de jeunes qui s'apprêtaient à participer à la reconstruction et à l'aide à la population de Kobane, cette localité syrienne frontalière devenue symbole de la résistance victorieuse des forces armées nationales kurdes contre Daesh. Ce rassemblement impliquait le principal parti nationaliste kurde de Turquie, le PKK, et le HDP, coalition de gauche formée autour des nationalistes kurdes, qui vient d'infliger la perte de sa majorité absolue au président-Bonaparte-sultan Erdogan dans les élections législatives.

Il faut bien comprendre que cette double victoire, celle, militaire, de Kobane, et celle, électorale, du HDP, porte une double dynamique : la défaite des islamistes par des milices populaires -et féminines- armées, et la défaite du régime militaro-islamiste turc par l'essor d'un vaste mouvement démocratique. Dans les deux cas, avec la question nationale kurde en fer de lance.

Il ne faut ni exagérer, militairement parlant, la victoire de Kobane, ni enjoliver le PKK et son parti frère syrien le PYD, qui tient Kobane et les zones kurdes de Syrie du Nord, ou Rojava. PKK et PYD forment un appareil bureaucratique-militaire prêt à toutes sortes de tournants et de compromis, longtemps allié du régime syrien qui a laissé, initialement, ses milices tenir des zones qu'il ne pouvait plus contrôler, et qu'il a toujours évité d'affronter. Mais il s'agit aussi d'un mouvement de masse, à caractère national, qui a choisi de mettre l'accent sur la promotion des femmes au plan politique, administratif et militaire, ce qui est d'une grande importance matérielle aussi bien que symbolique. Et c'est ce mouvement qui, avec les formations nationalistes bourgeoises du Kurdistan irakien autonome de fait depuis 1991, a été le seul à combattre sérieusement Daesh, le bloquant à Kobane et allant concrètement au secours des chrétiens et des Yézidis frappés par un début de génocide. De fait, même si les dirigeants des partis nationalistes kurdes, PKK compris, évitent de le dire, l'unification nationale du Kurdistan, si elle remet en cause les frontières de la région aussi bien que le califat de Daesh, serait une réponse efficace à Daesh dont elle verrouillerait l'expansion. Sans aucune exagération, ni enjolivement, on doit donc

comprendre l'importance stratégique, régionale et internationale, du rôle des milices kurdes, particulièrement celles du PYD, de par la résonance politique et symbolique émancipatrice et la capacité de victoire dont elles sont porteuses. La seule force populaire -avec la résistance syrienne à Alep et dans d'autres villes-, et non pas militaire, dictatoriale ou impérialiste, qui affronte sur le terrain les islamistes, le fait, et ne peut le faire, quelles que soient les limites que lui imposent ses dirigeants, qu'en dessinant une autre perspective : Daesh ne sera pas défait pour revenir au désordre et à l'injustice d'avant, qui l'ont enfanté, mais pour chasser impérialistes, islamistes, castes militaires et États corrompus dans toute la région.

Pour tous les régimes réactionnaires de la région, de Ryad à Téhéran, la victoire populaire sur Daesh, dont sont porteurs la résistance kurde et la résistance syrienne, représente un danger bien plus grand que Daesh. Voilà la vérité.

Le régime turc est ici le plus menacé alors qu'il est un facteur d'ordre majeur, et membre de l'OTAN. Menacé parce que les résistances kurde et syrienne combattent adossées à ses frontières, menacé parce que la Turquie, régime bonapartiste aux institutions assez analogues à celles de la France, reconnaît, jusque là, les libertés politiques et d'organisation formelles, et que depuis la «révolution de Gézi», forme locale des mouvements apparentés à la fois aux «révolutions arabes», aux Indignés et au Maidan, la jeunesse et des secteurs de la population allant s'élargissant entrent en mouvement. Menacé aussi parce que pris à son propre jeu, le régime turc ayant tenté d'encadrer, en accord avec les États-Unis, l'Armée Syrienne Libre (ASL), puis ayant largement favorisé, sans l'accord des États-Unis, al-Nosra et ensuite Daesh, lui achetant son pétrole et laissant passer les candidats «djihadistes».

Enfin, pour compléter ce tableau, la signature finale de l'accord entre les puissances impérialistes et l'Iran, prenant acte du caractère de môle de résistance aux révolutions et mouvements populaires qu'est l'Iran (la forme locale des «révolutions arabes» y avait éclaté avant la lettre, en 2009, mais avait été réprimée), a pu donner aux gouvernants turcs le sentiment de devoir affirmer leur puissance pour ne pas se faire doubler dans cette concurrence croissante des puissances régionales réactionnaires.

A la suite de l'attentat de Suroç, et immédiatement, le régime turc s'est lancé, dans une ambiance de coup d'État, dans une double fuite en avant, à l'extérieur et à l'intérieur.

A l'extérieur, la Turquie a fait savoir qu'elle entrait dans la «guerre contre l'État islamique» et s'est mise à bombarder certaines de ses positions, tout en ouvrant ses bases aériennes aux forces US et britannique de l'OTAN. Mais le plus gros de son offensive militaire vise les Kurdes, avant tout les bases irakiennes du PKK. Théoriquement, le PYD n'est pas attaqué, mais en fait des villages ont été bombardés, et Turquie et États-Unis ont annoncé, sans consultation ni de l'ONU ni de l'OTAN, la création d'une zone tampon (nom officiel : «zone épurée de l'EI») dont la gestion serait confiée soi-disant à l'ASL, mais en fait à un groupe islamiste adepte de la charia, tout en bloquant la prise de contrôle de toute la zone frontalière par le PYD, présent à l'Est et à l'Ouest (dans l'aire Nord d'Alep) de celle-ci.

A l'intérieur, une vague d'arrestation s'est abattue, qui vise beaucoup plus les nationalistes kurdes et l'extrême gauche que les partisans de Daesh. Des manifestations balaient le pays et sont réprimées, les affrontements se multiplient et la répression, à Istanbul, s'est étendue aux Alévis, dont la police a incendié un centre culturel (les Alévis, près de 20% des Turcs, sont des chiites laïcisés). Le PKK a annoncé que la trêve avec l'État est brisée, et a commencé à exécuter des policiers et des responsables tenus pour représenter la collusion entre les services secrets turcs et Daesh. Erdogan a menacé de lever l'immunité parlementaire des 80 députés du HDP, menaçant en fait de l'interdire, ce qui lui permettrait, par des élections anticipées sous tension, de reprendre une majorité absolue et sa marche, cette fois-ci accélérée, vers la dictature.

L'offensive d'Erdogan a le caractère, de bout en bout, d'un coup d'État antidémocratique et réactionnaire. Le soutien que lui apporte, en France, François Hollande, disant, avec une onctuosité de barbare, appuyer la lutte «contre toutes les formes de terrorisme», est criminel, mais sans surprise. Il n'est pas possible de dire si Erdogan va gagner contre les peuples turc, kurde et syrien, ni à quelle vitesse. Il est par contre possible de dire que cette double fuite en avant, du propre point de vue des gouvernants, ne résout strictement rien et introduit, peut-être assez rapidement, les ingrédients de la guerre qui met tout le Proche Orient à feu et à sang au sein même du pays carrefour, entre Grèce et Iran, Russie et Ukraine, Irak et Syrie, qu'est la Turquie ...

NON AU PUTSCH D'ERDOGAN.
GUERRE A DAESH.
NON A L'ETAT DE SIEGE EN TURQUIE.
CE SONT LES PEUPLES QUI DOIVENT VAINCRE DAESH.
SOUTIEN AU PEUPLE KURDE ET A SES FORCES ARMEES.
SOUTIEN A L'INSURRECTION SYRIENNE.

Au bord du gouffre ...

LE gouffre, ou les gouffres ? Ils tendent à ne faire qu'un : le gouffre du mode capitaliste de production, ou plutôt d'accumulation sans fin.

Gouffres financiers approchant.

Le monde n'est absolument pas sorti de la crise globale ouverte du capitalisme, qui a éclaté sous forme financière en 2007-2008. Les bulles boursières se sont largement reconstituées et, en cet été 2015, un spectre hante les marchés : ça va exploser où ?

La Chine est un bon candidat. La gravité de la récession aux États-Unis dans les années 2008-2011 a certes exprimé, parmi bien d'autres manifestations, la crise hégémonique globale de la puissance états-unienne, aspect important de cette crise globale du capitalisme. Mais elle a aussi illustré l'absence de solution de remplacement au niveau mondial, et elle s'est développée, depuis 2013, dans une nouvelle phase dans laquelle les impérialismes nouveaux ou éventuels impérialismes «émergents» ont bu la tasse, avec un reflux brutal en Inde et au Brésil, l'entrée de la Russie dans une sorte de fuite en avant militaro-idéologique qui ne saurait masquer la chute du niveau de vie des gens, et, d'une façon générale, un retournement des flux de capitaux, qui a aussi sérieusement affecté l'Afrique du Sud, l'Indonésie et la Turquie, ainsi que d'autres pays. Tel fut le «prix» de la reprise apparente aux États-Unis, complétée par la fuite en avant dans les gaz de schiste. Bien que confrontée, elle aussi, à la chute de ses débouchés extérieurs, la Chine officiellement s'en tirait mieux, ou moins mal.

La Chine - l'impérialisme chinois - se situe sur un plan différent que les autres «émergents», car elle est devenue dans les années 2000 le principal foyer mondial de production directe de plus-value dans l'industrie. La récession mondiale depuis 2007 lui pose donc un très grave problème de débouchés extérieurs, auquel tout le monde sait très bien, ses oligarques «communistes» les premiers, que la solution idéale dans le cadre capitaliste serait le marché et la consommation intérieurs. Mais cela supposerait une hausse des revenus des paysans et des ouvriers. La hausse des revenus paysans assécherait le marché du travail industriel sur lequel repose la croissance chinoise, la hausse des

revenus ouvriers contredirait directement sa compétitivité. Les grèves et luttes montantes des travailleurs conduisent les capitalistes chinois et étrangers à délocaliser ou à automatiser. Créer un marché intérieur à l'échelle de l'accumulation du capital engagée en Chine, est incompatible avec la réduction de l'armée de réserve des centaines de millions de travailleurs migrants de l'intérieur, qui sont la base de cette accumulation et dont l'existence contredit toute structuration d'une demande intérieure de masse en progression régulière.

Bref, le capitalisme chinois n'est pas jeune, il est mûr et pourrissant et ses contradictions ont été masquées par l'endettement, la bulle immobilière et boursière. Beaucoup de commentateurs glosent sur les éléments de «communisme» selon les uns, les habitudes millénaires pragmatiques des Chinois selon les autres, et leur combinaison, pour se rassurer en disant que l'État veille sur les bourses et les marchés, dans ce pays plus qu'ailleurs. C'est vrai, mais ceci ne saurait supprimer les contradictions réelles, et à terme ceci ne fait que les aggraver, en fabriquant le plus grand cocktail Etat-bourse-mafia-crédit-spéculation-foncier-immobilier de l'histoire du capitalisme!

C'est ce cocktail qui a commencé à entrer en ébullition. Baisse relative des prix immobiliers et décélération de la croissance du produit intérieur brut ont commencé, et en juin 2015 le pouvoir a commencé à avoir peur de la formidable bulle financière qu'il avait jusque là encouragée, et à le montrer. Un formidable krach s'est progressivement mis en route, stoppé par des mesures autoritaires début juillet. Il a repris fin juillet, à nouveau enrayé en apparence. Le stalino-confucianisme ne rendra pas le capital fictif moins fictif : plus dure sera la chute.

Mais l'Europe elle aussi est redevenue un excellent candidat à une nouvelle explosion financière. Nous reviendrons bien sûr sur le processus implosif de la zone euro qu'a ouvert la «ligne dure», dite ligne Schaüble, de l'Allemagne envers la Grèce, ligne dure que François Hollande n'a pas neutralisée, car le soi-disant accord imposé au peuple grec par Tsipras et la direction de Syriza cumule le protectorat néocolonial que voulait Schaüble avec le maintien, à cette étape, de la Grèce dans l'Eurozone.

Après avoir siphonné les capitaux des pays méditerranéens, l'impérialisme allemand cherche à préserver son hégémonie industrielle et sa puissance financière par le corsetage d'une sphère proche d'influence et la mise en quarantaine des «mauvais» pays. Il n'y arrivera pas, et il entraînera l'impérialisme français dans sa chute.

Cette situation ouverte est observée par l'impérialisme britannique, lui-même en crise, dont le premier ministre Cameron, en avançant le référendum annoncé sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union Européenne aménagée, n'exclut de fait aucune éventualité.

Si nous nous tournons vers les États-Unis, le reflux des mouvements mondiaux de capitaux «devrait» y avoir assuré une reprise conjoncturelle vigoureuse. Elle avait commencé, semblait-il, en début d'année 2015.

Ce n'est officiellement plus le cas : la Fed (Banque centrale US), puis l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Économique), ont revu leurs prévisions à la baisse.

Et une «dette publique» digne de la pauvre Grèce a suscité des rumeurs sur les marchés, une dette US, celle de Porto-Rico, susceptible de se connecter avec d'autres bulles (emprunts municipaux, cartes de crédits, prêts étudiants ...).

Gouffres militaires qui rampent.

Un document publié le 1er juillet dernier prend acte de cette instabilité, sur le plan militaire. Il ne s'agit donc pas d'un document économique ou financier, mais c'est délibérément que nous attirons l'attention sur ce document militaire ici, le *National*

Military Strategy 2015, le document d'orientation générale du Pentagone, présenté par le chef d'état-major US Martin Dempsey. Précisons que l'internaute français ne trouvera dans sa langue, via Google, que des sites liés à la Russie et/ou conspirationnistes pour commenter cette intéressante production, lesquels sites lui répéteront que les EU dominent le monde et complotent pour détruire ce monde qu'ils dominent. Une telle perception des dangers (réels) que porte l'impérialisme nord-américain en crise hégémonique ne permet pas d'y comprendre quoi que ce soit. Il faut donc se reporter à la source, en anglais :

http://www.jcs.mil/Portals/36/Documents/Publications/2015_National_Military_Strategy.pdf

Et il faut d'autre part interpréter ce texte dans l'évolution de ces dernières années. En 2011, le document équivalent précédent avait participé d'une évolution générale, marquée par l'affirmation selon laquelle la stratégie mondiale US doit désormais se centrer sur l'Asie-Pacifique (discours d'Obama à Tokyo de novembre 2009, déclarations anti-chinoises d'Hillary Clinton de juillet 2010, voyage d'Obama en Australie et théorisation du «pivot Asie-Pacifique» par H.Clinton dans *Foreign Policy* en novembre 2011, conférence de presse présidentielle au Pentagone début 2012). Il fallait évacuer Irak et Afghanistan et marquer, par la combinaison des échanges commerciaux et de l'encercllement géopolitique de la Chine, que le «pivot» ne devait plus être le Proche et Moyen Orient flanqué de l'Europe, mais l'Asie-Pacifique.

Ce déplacement marquait sans le dire l'échec, le fiasco, de la «guerre sans fin contre le terrorisme» des deux présidences Bush, terminées avec le krach des crédits *subprimes*.

Or, c'est un nouvel échec qui est intégré, toujours sans le dire il va de soi mais nul n'est dupe, dans le document du 1er juillet 2015. Le déplacement vers le pivot Asie-Pacifique n'est réaffirmé qu'en page 9 du texte, bien après que les lignes stratégiques fondamentales aient été exposées. Voyons comment, du point de vue géopolitique, ce texte court et direct, fait pour être diffusé et commenté, présente les choses (on ne traitera pas ici de l'autre aspect important du document, concernant les armements et donc les moyens, lequel comporte des contradictions comparables).

L'environnement stratégique des États-Unis, c'est-à-dire la planète Terre, est entraîné dans un processus de «*changements rapides et complexes*», manière de dire qu'ils ne sont pas maîtrisés.

La première menace soulignée est celle des États «*qui tentent de réviser les points clefs de l'ordre international et menacent notre sécurité nationale*». Le premier nommé est la Russie, malgré sa contribution globale à la sécurité, qui est prête à utiliser la force dans sa zone de voisinage, le second nommé est l'Iran, le troisième la Corée du Nord, et le dernier est la Chine, bien que le rapport commence par affirmer que «*Nous appuyons l'ascension chinoise et l'encourageons à devenir un partenaire pour une plus grande sécurité internationale*»; mais ses «*prétentions à la quasi-totalité de la mer de Chine du Sud*» sont qualifiées de «*contradictoires à la loi internationale*».

La seconde menace est celle des «*organisations extrémistes violentes*» (*Violent Extremist Organizations, VEOs*) comme al Qaida et Daesh. La première menace conduirait à des guerres entre États, la seconde à des conflits non-étatiques, mais les choses se compliquent avec l'apparition de conflits hybrides tels que ceux suscités par la Russie (annexion de la Crimée et combats dans l'Est de l'Ukraine) et les proportions pré-étatiques (même si le document ne s'exprime pas ainsi) prises par Daesh.

Les buts stratégiques sont donc de «*dissuader, éviter, et battre*» (en dernier recours) les États ennemis, et de «*contrecarrer, affaiblir, battre*» les «*VEOs*»: un beau schéma en Power Point nous fait visualiser cette «*approche intégrée*», page 6. Il peine à masquer la pauvreté de pensée et surtout l'impuissance à concevoir une réponse au «*conflit hybride*» intermédiaire, qui occupe le centre du schéma mais est nié par les réponses proposées, qui correspondent aux deux extrêmes et pas à lui. Sauf qu'il est toujours là et que le rapport le présente même comme le type de situation le plus probable pour le futur ...

La prévision stratégique, selon la présentation publique qu'en fait ici l'état-major US, vise donc d'abord à prévenir les guerres inter-étatiques et sinon à les gagner, puis à vaincre les «VEOs», enfin à bien gérer les alliances. Les alliés et partenaires n'arrivent donc qu'en troisième position. Ils sont classés en trois grandes zones : d'abord l'Asie-Pacifique et c'est ici que le fameux «pivot» est recasé, sans même employer le terme -il n'est question que de «rééquilibrage»-, ensuite l'Europe, puis le Proche et Moyen-Orient, Afrique et Amérique latine étant évoqués furtivement.

En Asie-Pacifique, les «alliés» sont : Australie, Japon, Corée du Sud, Philippines, Thaïlande, les «partenaires» sont la Nouvelle-Zélande, Singapour, l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam et le Bangladesh, et le pays avec lequel développer les relations de sécurité, l'Inde. L'encerclement de la Chine est évident, mais on notera le choix de ne pas mentionner Taïwan.

En Europe, c'est l'OTAN qui est réaffirmée, et au Proche et Moyen Orient, Israël d'une part, et les «partenaires vitaux» que sont la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, le Bahreïn, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte, et le Pakistan.

Bien entendu, un tel document enfonce pour partie des portes ouvertes, mais il envoie aussi des messages.

Le message retenu par les sites francophones évoqués ci-dessus est que la Russie est le grand résistant contre l'oncle Sam, ce qui relève de la fantasmagorie : la Russie est la plus précaire des puissances impérialistes, leur maillon faible, qui en réaction non à l'impérialisme nord-américain ou allemand, mais à un mouvement populaire, s'est engagée dans une «guerre hybride» contre l'Ukraine.

L'importance réelle de ce document est ailleurs : il révèle l'impasse dans laquelle se trouvent les États-Unis. Trois ans après la proclamation du «pivot Asie-Pacifique» et d'une vision du monde dans laquelle l'aire Europe-Proche Orient ne devait plus avoir «besoin» des interventions US, la question étant d'imposer à la Chine un partenariat planétaire favorable à la vieille puissance impérialiste, trois ans après donc, il n'y a aucun changement de pivot et au contraire la zone allant de Kiev au Nord à Aden au Sud, et de Tunis à l'Ouest jusqu'à Koweït City à l'Est, est devenue plus que jamais préoccupante pour les États-Unis.

La révolution du Maidan en Ukraine et l'agression impérialiste russe qui a tenté de la punir, et la formation de «l'État islamique» en Syrie et en Irak ainsi que le grand retour de la question kurde, font de ce secteur le pivot du monde sur un plan militaire immédiat, bloquant les grands projets de recomposition états-uniens. La sortie de l'ère, et des errements, du temps de Bush junior, s'avère impossible.

Gouffre climatique.

Pour terminer ce tour d'horizon sélectif, jetons un coup d'œil franco-français, mais global ... sur le climat.

La canicule et la sécheresse qui viennent de se produire sont d'un type nouveau en France. Certes il y a déjà eu des coups de chaud estivaux (en 1976 cela avait été pire mais cela dit, les nuits n'étaient pas si chaudes ...), mais jusque là l'air chaud du Sahara remontait par la Méditerranée et la vallée du Rhône. Cette fois-ci, il est arrivé par l'Espagne et le golfe de Gascogne. Comme on a pu le constater depuis quelques années, la douceur océanique sur le bassin aquitain en prend un coup, et ce dernier devient une serre chaude, une fournaise. De l'air tropical nous arrivant par l'océan : c'est ça, la crise climatique, et sa rapidité défie toutes les prévisions officielles.

De même, l'incendie de la forêt landaise sur les limites, parfois franchies, de l'agglomération bordelaise, est un incendie estival de type nouveau. Non seulement parce qu'il se produit dans un secteur nouveau et qu'il est d'une ampleur nouvelle, mais par ses caractères structuraux : les pompiers ont du mal à cause des tourbières dans lesquelles le feu couve et repart au premier gros coup de vent. Cela veut dire que le sous-sol

normalement humide est desséché, et que les couches de sable et de terreau mouillé n'offrent plus de résistance.

Est-ce que la Gascogne serait la première région de France à être massivement menacée (destruction de la forêt, récente, par les incendies et les coups de vent, et érosion du littoral) de transformation globale incontrôlée ?

Il serait temps de réaliser que l'incendie est là, sur le pas de la porte, et qu'il va entrer.

Alors ? Gouffre financier, gouffre guerrier, gouffre climatique ... Il ne faut surtout pas la jouer «petit colibri», mais il faut s'organiser pour mettre les besoins humains réels aux commandes de la politique et de l'économie. En d'autres termes : pour la révolution prolétarienne.

Sur ce, les rédacteurs de ce bulletin s'accordent un congé aoûtien, sauf en cas d'ouverture trop manifeste d'un des trois gouffres signalés ou d'un autre.

Bonnes vacances !

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.